



Le régime de Mouammar Kadhafi a bien décidé de financer la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007. Mediapart a retrouvé un document officiel libyen qui le prouve.

Cette note issue des archives des services secrets a été rédigée il y a plus de cinq ans. L'en-tête et le blason vert de la Jamahiriya préimprimés s'effacent d'ailleurs légèrement. Ce document, avec d'autres, a échappé aux destructions de l'offensive militaire occidentale.

D'anciens hauts responsables du pays, aujourd'hui dans la clandestinité, ont accepté de le communiquer à Mediapart ces tout derniers jours. La note signée Moussa Koussa. Cliquez sur l'image pour l'agrandir. La traduction intégrale du document est à lire sous l'onglet "Prolonger" de cet article Dès 2006, le régime libyen avait choisi « d'appuyer la campagne électorale » de Nicolas Sarkozy à la présidentielle de 2007, et ce pour un « montant de cinquante millions d'euros » : c'est ce qu'indique en toutes lettres cette note datée du 10 décembre 2006, signée par Moussa Koussa, l'ancien chef des services de renseignements extérieurs de la Libye. Un accord « sur le montant et les modes de versement » aurait été validé quelques mois plus tôt par Brice Hortefeux, alors ministre délégué aux collectivités locales, en présence de l'homme d'affaires Ziad Takieddine, qui a introduit dès 2005 en Libye les proches du ministre de l'intérieur, notamment Claude Guéant, et Nicolas Sarkozy lui-même. Le directeur de cabinet de Mouammar Kadhafi, Bachir Saleh, alors à la tête du Libyan African Portfolio (LAP, soit l'un des fonds d'investissement financier du régime libyen), aurait de son côté été chargé de superviser les paiements. Mon client n'était pas présent à la réunion indiquée dans le document, nous a indiqué Me Samia Maktouf, l'avocate de M. Takieddine. En revanche, il pense que ce document est crédible, vu la date et les personnes qui apparaissent dans ce document outre lui-même. » « Ce document prouve qu'on est en présence d'une affaire d'Etat, que ces 50 millions d'euros

aient été versés ou non, a lui-même commenté M. Takieddine, rencontré par Mediapart vendredi 27 avril. L'enquête sera difficile parce que beaucoup d'intervenants sont morts pendant la guerre en Libye, mais c'est déjà important de rendre public ce document ». Cette réponse de Ziad Takieddine – malgré son hostilité exprimée de multiples fois à notre égard – est celle d'un acteur clé de la lune de miel franco-libyenne, qui a secrètement conseillé Claude Guéant jusqu'à la veille de la guerre, comme en attestent de nombreuses notes publiées par Mediapart. L'une d'entre elles, rédigée le 6 septembre 2005 par Ziad Takieddine et adressée à Claude Guéant, affirmait ainsi que certains pourparlers franco-libyens devaient « revêtir un caractère secret ». « L'autre avantage : plus d'aise pour évoquer l'autre sujet important, de la manière la plus directe...», précisait le document, mystérieusement. L'élément nouveau que nous publions aujourd'hui vient désormais confirmer les accusations portées par les principaux dirigeants libyens eux-mêmes peu avant le déclenchement de la guerre sous l'impulsion de la France, en mars 2011. Mouammar Kadhafi, son fils Saïf al-Islam et un ancien chef des services secrets, Abdallah Senoussi, avaient en effet tous trois affirmé publiquement détenir des preuves d'un financement occulte du président français. La découverte de la note de M. Koussa exige désormais que s'engagent des investigations officielles – qu'elles soient judiciaires, policières ou parlementaires – sur cet épisode sombre et occulte des relations franco-libyennes. La face cachée de l'arrivée de Nicolas Sarkozy sur la scène libyenne, en 2005, puis en 2007, apparaissait déjà en filigrane dans le dossier des ventes d'armes à l'Arabie Saoudite et au Pakistan instruit par les juges Renaud Van Ruymbeke et Roger Le Loire, en particulier à travers l'activité de lobbying déployée par M. Takieddine en faveur de l'ancien ministre de l'intérieur auprès de Tripoli. Or l'enquête entre leurs mains vient d'être élargie par un réquisitoire supplétif, le 5 avril dernier, à tous les faits de blanchiment présumés apparus jusqu'à ce jour. Les investigations visent l'intermédiaire, mais aussi plusieurs proches du chef de l'Etat, Thierry Gaubert, Brice Hortefeux, Nicolas Bazire ou encore plus indirectement Jean-François Copé. Echappée des secrets de la dictature déchue, la note décisive que nous reproduisons ci-dessous – et dont la traduction intégrale est sous l'onglet Prolonger — vient en outre confirmer les propos de l'ancien médecin de M. Takieddine, qui avait suivi alors les déplacements de l'homme d'affaires, notamment en Libye, et avait rapporté des projets de financement de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy par la Libye.